Quand le Viêt Nam regarde la Chine gronder

En 2019, le stationnement d'un navire d'exploration chinois dans les eaux de Vanguard Bank, dans les Spratleys au sud de mer de Chine méridionale, a relancé les tensions maritimes entre la Chine et le Viêt Nam. Pour le Viêt Nam, le défi n'est pas des moindres. Ses dirigeants ne peuvent pas se priver d'un dialogue avec leur grand voisin du nord. La Chine est le premier partenaire commercial du Viêt Nam et un allié idéologique essentiel pour l'avenir du régime politique vietnamien et de son parti communiste.

La Chine est l'envahisseur autant que le semblable dont les Vietnamiens se veulent l'égal

Le gouvernement vietnamien poursuit une stratégie à trois niveaux ; internationaliser les enjeux maritimes en mer de Chine méridionale pour se mettre, aux yeux du monde et de son peuple, dans une position de l'agressé ; relancer son dialogue avec Pékin, indispensable à son devenir dans plusieurs secteurs ; se montrer le plus influent possible au sein de l'ASEAN[1] malgré les défiances internes. Mais dans ce cadre, malgré les espoirs des tenants d'une politique ferme d'endiguement de la Chine, il est peu probable que le Viêt Nam en devienne l'arbitre, la relation entre les deux États est nourrie d'une ambiguïté née d'une longue histoire commune.

Au Viêt Nam, la culture populaire se fait l'écho d'un double principe d'attraction et de rejet de la Chine, le pays ne peut pas occulter le paramètre chinois dans sa construction nationale. La Chine, c'est l'Autre, c'est l'envahisseur, tout autant que le semblable dont les Vietnamiens se veulent l'égal. Alors même que le pays a scellé en 1991, de manière très pragmatique, la normalisation de sa relation avec Pékin après une décennie de violence inaugurée par le conflit meurtrier de 1979,

1 : Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

2 : Benoît de Tréglodé, « L'Asie du Sud-Est et la Chine de Xi Jinping : le grand accommodement », Asie – Monde émergents, édition 2014-2015 (dir. JL. Racine), La documentation française, Paris, 2014, pp. 69-84.

ses dirigeants choisirent une nouvelle approche de « *coopération-combat* » pour encadrer sa relation avec son grand voisin. Depuis près de trois décennies, le Viêt Nam use de son histoire et de sa relation particulière avec la Chine, la relation entre deux partis communiste jumeaux, pour tempérer les contraintes de l'actuel « *grand accommodement* » qui se déroule actuellement entre la Chine et l'Asie du Sud-Est[2].

Or comment le régime vietnamien peut-il concilier, d'une part, une volonté de se maintenir au pouvoir sans guère de réforme et de s'intégrer aux circuits économiques mondiaux, et, d'autre part, le maintien d'une relation quasi tributaire avec la Chine dans un contexte de tensions croissantes autour de leurs différends maritimes en mer de Chine méridionale ? Il y a là une quête de l'équilibre de nature à compliquer durablement des relations entre deux régimes voisins aux antagonismes ancrés dans leurs identités populaires.

Une vision partagée de la gestion du pouvoir et de l'avenir des institutions politiques

La Chine conserve un enjeu multidimensionnel pour les Vietnamiens, à la fois source d'idéologie, de liens politiques et stratégiques tout en étant une illustration de la modernité économique ainsi qu'une référence culturelle. Ce qui lie la Chine et le Viêt Nam est une vision partagée des questions de gestion de pouvoir et surtout l'avenir de leurs institutions politiques. La République socialiste du Viêt Nam (RSVN) et la République populaire de Chine sont marquées par un même fossé entre peuple et dirigeants. Cette dualité domine toute l'histoire vietnamienne depuis la restauration de l'indépendance au Xe siècle jusqu'à la mise en place de l'État communiste au XXe siècle. Les élites politiques cherchent à préserver leur monopole sur les affaires publiques ; pour les peuples, l'appartenance à une communauté à la fois locale et nationale a toujours su créer une distinction avec la « *communauté supérieure* » (« *l'État* », selon la formule de Karl Marx). Ces réflexes culturels expliquent que la RSVN et la République populaire de Chine (RPC) réussissent à préserver une certaine continuité de leurs élites. Les phases régulières de réécritures de l'histoire nationale permettent à l'espace politique d'être recomposé avec régularité avec les contraintes de l'époque pour renforcer le lien entre l'élite dirigeante et son peuple[3]. A l'inverse, et c'est l'une des grandes différences entre les deux régimes communistes, Hanoï et Pékin n'ont jamais entretenu un même rapport face au reste du monde. Le Viêt Nam s'identifie à travers son intégration sur la scène internationale pour mieux se défendre face à la Chine, alors que cette dernière continue de jouer de sa centralité. Les Vietnamiens n'ont pas l'illusion d'être autosuffisants, ce qui les distingue de ce point de vue des Chinois.

Comment le régime vietnamien peut-il maintenir une relation quasi tributaire avec la Chine, dans un contexte de tensions croissantes autour de leurs différends en mer de Chine méridionale ?

La normalisation diplomatique entre les deux États voisins en 1991 a vu le jour dans le contexte de la fin de la Guerre froide. En normalisant ses relations avec Pékin, la RSVN savait que le pays choisissait une rapide insertion sur la scène internationale pour éviter de trop dépendre à court terme de sa relation avec Pékin. En 2008, le Viêt Nam signe avec la Chine un partenariat stratégique global. Dans ce texte, les deux parties s'entendent pour renforcer, prioritairement, leurs coopérations « *dans le domaine des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité nationale et régionale* ». L'accord prévoit une accélération des relations économiques, scientifiques, technologiques, culturels, éducatifs entre les deux pays et de favoriser les échanges pour la jeunesse, les organisations sociales et leurs sociétés civiles. En matière de sécurité et défense, le partenariat global implique la tenue d'un dialogue bilatéral de défense annuel et la mise en place de coopérations sectorielles. Le texte prévoit un dialogue en matière de résolution de conflit, et cela notamment en cas de tensions en mer de Chine méridionale.

3 : Ministère de l'éducation, (Education défense sécurité), nxb Giáo duc, 2017.

4 : Membre du Politburo depuis 2016, chef du Parti communiste à Hô-Chi-Minh-Ville, ancien ministre des Transports, Đinh La Thang et ancien président a été condamné en janvier 2018 pour « actes volontaires contraires aux réglementations de l'État relatives à la gestion économique, causant de graves conséquences » au titre de ses anciennes fonctions de président du Conseil des membres du groupe PetroVietnam.

Un « voisin encombrant »

En février 2010, la présentation du Livre blanc de Défense de la RSVN a tempéré le volontarisme du partenariat. Pour la première fois depuis la normalisation de ses relations avec Pékin, la RSVN notait explicitement dans ce document public la présence *« d'un voisin encombrant »*. La Chine exigera que *« compte tenu des changements intervenus dans l'environnement politique et économique entre les deux pays, le Viêt Nam revoie rapidement ce document »*. La publication du nouveau Livre blanc de la RSVN a initialement été programmée pour le 12e Congrès du PCV en janvier 2016 ; le nouveau texte est toujours en attente, sa publication bloquant toujours sur le maintien ou la suppression cette mention. Certains aimeraient l'effacer, mais il s'agit d'être prudent et de ne pas donner l'impression à la population de trop donner à Pékin. Le système politique des deux pays sont très similaires et notamment le mode de fonctionnement, et le profil de leurs élites (politiques et économiques). Lorsque le Viêt Nam organise ses congrès du PCV, les dirigeants ont pris l'habitude consulter le PCC. Quand une décision est difficile à prendre pour les autorités, comme ce fut le cas en novembre 2017 avec l'arrestation du membre du Politburo Đinh La Thang[5], Hanoï se tourne vers Pékin. Chaque nouvelle réforme institutionnelle en Chine est minutieusement étudiée par les Vietnamiens qui réfléchissent à la manière d'adapter ces textes. A titre d'exemple, la réforme de l'APL (Armée populaire de libération chinoise) est l'objet d'une étude approfondie dans les états-majors vietnamiens. Le Viêt Nam revendique sa filiation avec le modèle chinois en matière de transition politique et économique. Le pays, précisent-ils, n'est de toute façon plus en mesure de s'opposer directement au PCC, il doit désormais composer avec le renouveau de la centralité chinoise tout en *« évitant à tout prix de tomber dans une situation de conflit, d'isolement ou de dépendance »* vis-à-vis de Pékin.

Au Viêt Nam, aucun dirigeant n'est solidement *« pro Chine »* ou *« pro États-Unis »*, mais il existe des différences notables quant aux stratégies devant être adoptées pour équilibrer les relations avec la Chine et les États-Unis. Celles-ci apparaissent comme la ligne de fracture principale dans les divisions factionnelles structurant l'appareil politique et administratif. Les dirigeants les plus conservateurs ont tendance à croire que la primauté d'une relation avec la Chine peut aider à désamorcer les crises. Après de longues hésitations, le réalisme politique et le poids des facteurs géographiques conduisent finalement les autorités vietnamiennes rejoindre en 2017 le projet chinois de nouvelles routes de la soie (OBOR) tout en formalisant avec les autorités du Guangxi et du Yunnan son triangle de développement Hai Phong-Lao Cai-Nanning. Avec les succès de sa politique économique et de

© Wikimedia Commons/Pho Nhay

La frégate vietnamienne Ly Thai To, de classe Gepard, construite par le chantier naval russe Zelenodolsk et lancée en 2011, contribue à la surveillance et à la protection des approches maritimes dans une zone contestée avec la Chine.

F. David's World

Terminal international de conteneurs au port d'Hai Phong. Le Viêt Nam a finalement rejoint en 2017 le projet chinois de nouvelles routes de la soie, en préservant sa zone de développement au nord-est.

son insertion internationale au cours des trente dernières années, la diplomatie de la RSVN est devenue plus confiante.

Gérer seul une étroite marge de manœuvre

Si la « *menace chinoise* » existe toujours pour les Vietnamiens, elle renforce paradoxalement leur volonté de se rapprocher de la Chine. La RSVN estime qu'attendre davantage reviendrait à négocier avec un pays encore plus puissant. A l'exception de l'épineuse question de la mer de Chine méridionale, la reprise du dialogue politique bilatéral s'est accompagnée d'un renforcement des liens commerciaux et d'un rapprochement des positions diplomatiques des deux pays sur la scène internationale. Pour les dirigeants Vietnamiens la « *menace chinoise* » est une partie intégrante de sa relation avec la Chine mais leur marge de manœuvre est étroite face au caractère offensif de la diplomatie chinoise. En cas de conflit ouvert, l'état-major vietnamien admettrait que l'APVN ne pourrait plus résister à l'armée chinoise.

Partant d'un tel constat, le Viêt Nam estime préférable de ne pas provoquer la colère de Pékin. Plusieurs facteurs expliquent ce changement de paradigme. La RSVN ne croit plus guère à l'intervention d'un pays tiers, comme les États-Unis par exemple, en mer de Chine méridionale pour contrer les avancées chinoises. En définitive, le Viêt Nam va devoir s'entendre avec la Chine pour trouver une solution, et cela prendra du temps. Au Viêt Nam, les dirigeants préfèrent croire que Pékin ne veut pas fragiliser leur régime, l'intérêt est d'abord de préserver un Viêt Nam stable et fiable. Chinois et Vietnamiens ne cachent pas que ce qu'ils partagent est pour le moment supérieur au maintien de leurs différends. Nul ne peut prédire comment évoluera le partenariat stratégique entre les deux pays. Chinois et Vietnamiens sont conscients que le renouveau de leurs échanges en matière de défense et de sécurité n'éludera pas à brève échéance leurs contentieux maritimes. Le Viêt Nam est obligé de suivre les avancées chinoises tout en préservant autant que possible ses intérêts nationaux.

Benoît de Tréglodé

Benoît de Tréglodé est directeur du domaine Afrique-Asie à l'IRSEM. Ses dernières publications sont Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours (Ed. de la Sorbonne, 2018) et Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité (avec N. Fau), CNRS éditions, 2018.